

APPEL A PROPOSITIONS

Préqualification au métier de Technicien Supérieur en Radioprotection

POEC 2025

Date de publication : **06/12/2024**

Date limite de dépôt des candidatures : **18/12/2024**

Envoi électronique aux adresses suivantes :

z.delhoum@opco2i.fr

SOMMAIRE

1. REGLEMENT DE LA CONSULTATION	3
Pouvoir adjudicateur : OPCO 2I	3
Marché à procédure adaptée.....	3
Modalité de dépôt des offres :	3
Date limite de réception des offres :	3
Référénts pour les renseignements complémentaires :	3
Format de la réponse attendue :	3
2. CONTEXTE	4
2.1. Présentation OPCO 2I	4
2.2. Contexte territorial.....	5
2.3. La POEC.....	6
3. OBJET DE LA CONSULTATION	6
3.1. L'action de formation	6
3.2. Détails de la formation	7
3.3. Engagements du prestataire	9
4. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATS	10

1. REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Pouvoir adjudicateur : OPCO 2I

Voir article dédié à la présentation de l'OPCO 2i et la direction régionale Paca- Corse

Marché à procédure adaptée.

La consultation est passée sous forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles 42 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Vu l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques - NOR: ECOM1831822V (JORF n°0077 du 31 mars 2019 - texte n° 83 / Annexe 3 du code de la commande publique).

Il s'agit d'un marché mono attributaire.

Modalité de dépôt des offres :

Par courrier électronique à

z.delhoum@opco2i.fr

Date limite de réception des offres :

18/12/2024

Référents pour les renseignements complémentaires :

Zahia DELHOUM

Format de la réponse attendue :

- Le format de réponse doit être rédigé au format Word, il devra comprendre à minima :
- Une proposition de tarification unitaire (par exemple, par heure stagiaire ou par groupe),
- Méthodologie (maximum de 5 pages),
- Durée prévisionnelle de la formation,
- Les seuils minimum et maximum de stagiaires par groupe,
- Lieux de formation,
- Présentation générale de la structure,
- Programme de formation,
- CV des formateurs mobilisés sur cette action de formation.

2. CONTEXTE

2.1. Présentation OPCO 2i

Ses principales missions sont :

- Le conseil aux entreprises :
 - Assurer le financement des contrats d'apprentissage, et de professionnalisation, selon les niveaux de prise en charge fixés par les branches professionnelles
 - Assurer un service de proximité au bénéfice des TPE/PME, permettant :
 - d'améliorer l'information et l'accès des salariés de ces entreprises à la formation professionnelle ;
 - d'accompagner ces entreprises dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle, notamment au regard des mutations économiques et techniques de leur secteur d'activité.
 - Favoriser la transition professionnelle des salariés, notamment par la mise en œuvre du compte personnel de formation dans le cadre de ses projets d'évolution professionnelle.
- L'appui technique aux branches professionnelles, à travers :
 - La gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences,
 - La détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage et de professionnalisation,
 - L'appui dans leurs missions de certification.
- L'accompagnement des entreprises à la transition écologique, à travers :
 - L'information sur les enjeux liés au développement durable,
 - L'aide à l'analyse et à la définition de leurs besoins en compétences,
 - L'accompagnement dans leurs projets d'adaptation à la transition écologique.

L'OPCO 2i assure ses missions de proximité, à travers 12 directions régionales. La direction régionale 2i PACA CORSE assure la **proximité** auprès de ses entreprises en PACA et en Corse, c'est une des missions phare d'OPCO 2i. Pour apporter des **réponses sur mesure**, adaptées aux problématiques de chaque entreprise et de leurs salariés, l'ensemble des délégations régionales sont implantées au **cœur des bassins d'emploi** et réparties sur **l'ensemble du territoire**.

Au quotidien, les **conseillers 2i PACA CORSE** sont à l'écoute des entreprises et de leurs salariés notamment pour :

- **Les informer, les sensibiliser et les accompagner** dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière d'emploi et de formation, de politique RH, de GPEC...,
- **Favoriser** le développement des compétences, le maintien dans l'emploi, l'accès à la qualification en les orientant et en mobilisant les dispositifs appropriés (plan de développement des compétences, Validation des acquis de l'expérience, Compte personnel de formation...),

- **Faciliter** les recrutements et l'insertion professionnelle avec le contrat d'apprentissage ou le contrat de professionnalisation.

2.2. Contexte territorial

Le secteur du nucléaire connaît aujourd'hui de profondes transformations du fait de l'actualité mais également au regard de nouveaux enjeux de renforcement de la durée de vie des centrales nucléaires en parallèle du renforcement des normes de sécurité. La période 2022-2030 sera marquée par la continuité ou le lancement de plusieurs grands programmes structurants pour le futur de la filière Nucléaire. Néanmoins, le niveau de maintenance courante restera élevé dans le portefeuille de projets des diverses installations. Ces objectifs se traduisent par un besoin conséquent en personnels qualifiés.

La radioprotection est un des métiers de niche, manquant de visibilité auprès du grand public car méconnus. Les parcours de formation nécessitent des prérequis en mathématiques importants.

Les analyses issues des travaux de l'EDEC de la filière Nucléaire pour 2021-2030 démontrent pour la région Paca que :

➤ Malgré une forte proximité avec les installations de la région Auvergne-Rhône-Alpes (ex : Tricastin à l'intersection des 2 régions), la dynamique de la région est portée par des métiers très différents pour la filière : les métiers de construction sont notamment tirés par les projets ITER ou RJH (Génie civil, Chaudronnerie, Management de projet), faisant de cette région l'une des seules où le process nucléaire n'est pas la première famille de métiers en effectifs.

➤ la région demeurera un pôle fort d'ingénierie pour toute la France (notamment la région d'Aix avec TechniAtome et le CEA + la perspective de projets SMR). Il en est de même pour la filière métallurgie autour de l'Oil & Gas (ex : robinetterie)

➤ les compétences de Management de projet, de **Radioprotection** et de Sûreté Nucléaire risquent d'être **plus difficiles à recruter, car très recherchées sur une zone géographique réduite**.

Le département des Alpes-de-Haute-Provence est limitrophe de celui des Bouches du Rhône dans lequel se situe le CEA Cadarache. Une grande partie des travailleurs qui sont basés sur le site de Cadarache et d'ITER habitent aux alentours de Manosque et Sainte-Tulle.

De nombreuses entreprises recrutent sur le secteur de Cadarache dans le domaine de la **Radioprotection**, notamment la société Orano, le CEA Cadarache, EDF, Nuvia, Onet...

Cette action de formation spécifique est articulée autour de plusieurs objectifs opérationnels :

- Acquérir des comportements professionnels en entreprise
- Acquérir les bases théoriques en mathématiques ++, physique chimie de niveau Bac S ++.
- Découvrir les métiers et techniques liés à la radioprotection pour confirmer son projet professionnel
- Pré-qualifier les stagiaires qui intégreront à la suite de cette POEC un contrat en alternance pour préparer le Titre RNCP de Technicien Supérieur en radioprotection, à l'INSTN.

L'objectif bien entendu en sortie de POEC est l'intégration de tous les stagiaires sur un contrat en alternance au sein des entreprises partenaires.

En conséquence, nous souhaitons préqualifier un groupe de 15 demandeurs d'emploi sur ce métier « Technicien radioprotection » pour répondre aux besoins en compétences à court et moyen termes des entreprises des territoires de Manosque et Sainte-Tulle.

2.3. La POEC

La POE collective a été créée par la Loi Cherpion du 28 juillet 2011. Elle permet à des demandeurs d'emploi de bénéficier d'une formation nécessaire à l'acquisition des compétences requises pour occuper des emplois correspondant à des besoins identifiés par un accord de branche.

La POE collective s'adresse aux demandeurs d'emplois inscrits à France Travail, indemnisés ou non.

Le parcours de formation est d'un maximum de 400 heures incluant, le cas échéant, une période d'immersion en entreprise d'une durée ne pouvant dépasser le tiers de la durée totale du parcours.

Le texte de la loi précise qu'à l'issue de l'action de formation, le contrat de travail pouvant être conclu est :

- un contrat à durée indéterminée
- un contrat à durée déterminée de douze mois minimum
- un contrat de professionnalisation de douze mois minimum
- un contrat d'apprentissage

La POE collective permet à plusieurs demandeurs d'emploi inscrits de bénéficier d'une formation nécessaire à l'acquisition des compétences requises pour occuper des emplois correspondant à des besoins identifiés par une des branches professionnelles industrielles (hors agroalimentaire).

Les actions visées dans le présent cahier des charges seront financées avec le soutien du Plan d'Investissement dans les compétences (PIC).

3. OBJET DE LA CONSULTATION

3.1. L'action de formation

Cette formation s'adresse à un public de demandeurs d'emploi susceptibles de présenter les aptitudes nécessaires pour intégrer cette formation et dans un second temps, une entreprise industrielle.

Dans ce cadre, des partenariats de longue durée sont instaurés entre les branches professionnelles et les services pour l'emploi, notamment France Travail qui propose de mettre en œuvre la MRS (Méthode de Recrutement par Simulation) et de déceler les habiletés des personnes à appréhender les gestes professionnels et à évoluer dans un métier donné. Cette phase est aussi l'occasion d'effectuer une présélection et d'identifier leur potentiel à se former au métier.

Dans un second temps, les entreprises intéressées par le dispositif seront mobilisées pour procéder à la sélection finale des demandeurs d'emploi.

La liste des participants sera communiquée ultérieurement.

Intitulé du métier en tension visé « Préqualification Technicien en Radioprotection »	
Public visé	Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail, indemnisé ou non.
Pré-requis	Bac général avec spécialités Mathématiques (obligatoire), Sciences de l'ingénieur, Physique/chimie, Sciences de la vie et de la terre ou les anciens Baccalauréats scientifiques (Bac S-SI ou S-SVT, C et D) Certains Bacs technologiques STI2D et STL sont possibles si le niveau de Math est bon. Mobilité géographique
Effectif [min – max]	[6 – 15]
Durée estimée de la POEC (volume horaire par stagiaire)	308 heures
Lieu de la formation	Sainte-Tulle
Date de début et fin du parcours	Du 17 mars au 26 mai 2025

3.2. Détails de la formation

Les objectifs de la formation :

L'objectif principal de cette formation est de pré-qualifier des demandeurs d'emploi d'un niveau Bac Scientifique, Bac Général avec option mathématiques en terminale et Bac Technologiques (STI2D et STL) en leur permettant d'acquérir les compétences pour accéder aux prérequis nécessaires pour le Titre Professionnel « Technicien en Radio Protection » réalisé par l'INSTN (RNCP 37003).

Compétences visées à l'issue de la formation :

Pré-qualifier les stagiaires au métier de Technicien en radioprotection

Modules de formation à aborder :

Module 1 – Mathématiques

Module 2 – Physique

Module 3 – Chimie

Module 4 – Communication professionnelle / postures

Module 5 – Initiation à la radioprotection

Module 6 – Techniques de recherche d'emploi

Modalités de formation : alternance modules théoriques et mise en pratique

Évaluation à l'entrée et à la sortie, évaluation intermédiaire

Les moyens pédagogiques :

Formation en présentiel. Equipe pédagogique pluridisciplinaire disposant de nombreuses années d'expériences dans le métier et dans la formation professionnelle.

Méthodes actives : TP, travaux de groupes, mises en situations, vidéo...

Le prestataire proposera des formations permettant l'acquisition de compétences nécessaires à l'insertion professionnelle des individus au profit des entreprises adhérentes en adéquation avec les attendus de la direction régionale.

La direction régionale sera particulièrement attentive à la capacité de l'organisme de formation à adapter ses contenus et ses méthodes pédagogiques au public recruté.

A ce titre, seront plus précisément étudiés :

- Les profils des intervenants et leurs expériences (public, industrie)
- La répartition théorie/pratique sur chaque module de formation. La méthodologie utilisée pour amener progressivement les participants vers des notions abstraites à partir d'exemples concrets (TP et TD) ;
- Les équipements : plateaux techniques

Et toutes les modalités pédagogiques déployées (cas concrets, expérimentations...) pour faciliter l'acquisition de compétences.

Identification et sélection des bénéficiaires :

La thématique de formation de cet appel à propositions est ouverte aux demandeurs d'emploi au profit du recrutement des entreprises adhérentes 2i.

France Travail en lien avec l'organisme de formation et les entreprises engagées dans le dispositif, validera les profils de demandeurs d'emploi les plus en adéquation avec la thématique de formation ainsi que le métier visé.

Il appartient à l'organisme de formation de vérifier les prérequis des demandeurs d'emploi volontaires à suivre la formation lors des informations collectives.

Il assure le suivi et transmet à la direction régionale, les données obligatoires des bénéficiaires en utilisant les outils transmis par la direction régionale.

Les évaluations :

Le prestataire proposera des grilles d'évaluation formalisées ou pourra proposer des outils d'évaluation. Dans ce cas, il décrira le process utilisé.

Evaluations intermédiaire et finale : Le prestataire procédera à des évaluations intermédiaires par module et à une évaluation finale de formation auprès de chaque stagiaire et la communiquera à la direction régionale, France Travail, ainsi qu'aux entreprises.

Il remettra à chaque stagiaire une attestation de compétences et de fin de stage.

Période d'immersion :

Lors de la période d'immersion en entreprise dans la Préparation Opérationnelle à l'Emploi Collective, l'organisme de formation s'engage à assurer le suivi pédagogique du stagiaire en tant que tuteur externe.

L'organisme de formation proposera un modèle de convention de stage à l'entreprise.

3.3. Engagements du prestataire

Au-delà des engagements du fait de la prestation, l'organisme de formation devra respecter les engagements induits par la POE Collective :

- Rappeler le financement des POEC par l'Etat dans le cadre du plan d'investissement dans les compétences (PIC) sur tout document de publicité et d'information, y compris les documents administratifs présentés aux stagiaires en apposant le logo du PIC et de France Travail sur les feuilles de présence par demi-journée.
- Transmettre à la direction régionale les informations utiles concernant le stagiaire, et notamment ses coordonnées mail, postales et téléphoniques pour permettre à l'OPCO 2i de suivre l'insertion du stagiaire dans l'emploi à l'issue de la POEC et six mois après.
- Renseigner les informations concernant les stagiaires sur le logiciel KAIROS. Une attestation de démarrage doit être remise à la direction régionale.
- Optimiser l'insertion des bénéficiaires en lien avec les directions régionales.
- Garantir :
 - Un service d'accueil de qualité, des salles de formation au standard d'équipement garantissant un confort réel des stagiaires, des espaces de pause équipés ;
 - Des formateurs salariés et expérimentés dans le domaine de compétence enseigné ;
 - Des supports de cours professionnels et respectant la réglementation en vigueur en matière de droit de la copie ;
 - Un numéro de déclaration d'activité valide ;
 - Un référencement à jour sur Qualiopi.
- Informer les stagiaires de la réalisation d'une enquête mail à l'issue de la formation et 6 mois après la fin de la formation
- Produire, en accompagnement de chaque facture émise, l'ensemble des pièces justificatives non comptables relatives à la réalisation de l'action, telles que les feuilles d'émargement signées par demi-journée par le formateur et les stagiaires.
- Permettre à tout contrôleur (collaborateur de France Travail ou organisme dûment missionné) d'accéder, en cours de réalisation des actions, aux locaux affectés à la réalisation des actions dans le cadre de visites sur place.

Pour respecter les engagements vis-à-vis de France Travail, il devra plus précisément :

- Publier l'offre dans la base CARIF OREF au plus tard 5 semaines avant le démarrage de la session de formation, avec le nombre exact de places de la session de formation, ainsi que les dates de réunion d'information et le nombre de places; le respect de ses obligations de communication à France Travail (en tant qu'opérateur de la gestion de la liste) des données concernant le statut du demandeur d'emploi – inscription, entrée, assiduité, sortie - (décret du 9 mai 2017) en favorisant le respect de cette obligation par l'utilisation de l'appli KAIROS, interface d'échange dématérialisée entre France Travail et l'organisme de formation. KAIROS reprend les informations de la base de l'Inter-carif concernant la formation ouverte (précisions techniques et fonctionnelles sur KAIROS en annexe 3 à destination de l'OPCO et de l'organisme de formation avec lequel il contractualisera si celui-ci n'est pas déjà utilisateur de KAIROS).

- Rédiger systématiquement l'intitulé de la formation démarrant par « PIC », pour faciliter la recherche textuelle des demandeurs d'emploi sur les POEC programmées sur <https://candidatfrance-travail.fr/formations/accueil>, sur l'emploi store La bonne formation, sur l'appli mobile « ma formation », ainsi que la recherche des conseillers dans leur applicatif métier.

- Délivrer systématiquement au demandeur d'emploi une attestation de formation en fin de formation, lorsque celle-ci ne donne pas lieu à un titre, certificat ou diplôme reconnu au RNCP. Les compétences acquises par le demandeur d'emploi seront indiquées dans le bilan saisi dans KAIROS.

- Partager les méthodes, pratiques ou processus innovants, lors des réunions organisées dans le cadre de l'animation nationale.

Au-delà des engagements financiers, l'OPCO 2i via sa direction régionale Paca Corse devra respecter les engagements induits par la POE Collective :

- s'assurer de l'adéquation du projet de formation avec les besoins identifiés (branches/territoires), la situation du bénéficiaire (positionnement), et les prérequis du poste visé ;

- s'assurer de la conformité du dossier, notamment en lien avec France Travail.

4. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATS

Dossier complet

Compréhension de la demande

Qualité des méthodes pédagogiques

Expertise de l'organisme

Compétences des intervenants

Connaissance de nos branches (secteurs, activités, métiers...)

Proposition tarifaire

Sourcing des stagiaires

Suivi des stagiaires durant la POEC

Actions pour prévenir l'absentéisme

Suivi post-POEC

Annexe : Détail de vos charges financières

Liste des postes de charges	Préciser les charges correspondantes	Montant HT
Charges salariales des intervenants / paiement des prestataires externes	Frais pédagogiques	
Charges mise à disposition de salles et d'équipements (techniques et pédagogiques)	Salle Equipements et fournitures	
Consommables		
Charges administratives	Frais administratifs	